Dépenses publiques &
PEFA
Responsabilité Financière

**Clarifications sur le Cadre de Mesure de la Performance
en Gestion des Finances Publiques (PFM)**

Mis à jour par le Secrétariat du PEFA, octobre 2007

Secrétariat PEFA
14 Novembre, 2007
(Adaptation en version française)

Clarifications sur Le Cadre de Mesure de la Performance en Gestion des Finances Publiques (GFP)

Champ d'application des indicateurs Question/Problème	Clarification
<p>Au moment de l'évaluation d'indicateurs à plusieurs composantes, il se peut fort bien que toutes les composantes ne puissent pas être évaluées par manque d'information fiable. Comment faut-il procéder dans ce cas ?</p> <p>Doit-on (a) évaluer uniquement les composantes pour lesquelles des informations sont disponibles ou (b) attribuer une notation "D" aux composantes pour lesquelles l'information n'est pas disponible ou (c) donner une notation moyenne aux composantes en question, ou (d) tout simplement ne pas noter l'indicateur</p>	<p>Ce n'est pas possible de noter un indicateur pour lequel une ou plusieurs composantes ne peuvent pas être notées et dans ce cas il ne faut pas noter l'indicateur. Toutefois, il y a une exception à cette règle si la méthode de notation est la méthode M1 et la notation pour au moins deux des composantes est connue avec une des composantes notée D et l'autre ayant une note supérieure à D. Dans un tel cas, l'indicateur est noté D+ indépendamment de la note qui sera attribuée à toute autre composante de l'indicateur. Cette exception à la règle <u>ne peut pas</u> s'appliquer si la méthodologie de notation se base sur M2.</p>
<p>Est-ce que la série d'indicateurs (autres que les PI-7, PI-9, PI-26 et D-2) s'appliquent aux opérations formellement incluses dans le budget ou est-ce que les opérations extra budgétaires doivent également être prises en compte dans l'évaluation de tous les indicateurs ?</p>	<p>A la page 3 du Cadre PEFA, le manuel dit ceci: "La série d'indicateurs est centrée sur les recettes et les dépenses prises en compte dans le budget de l'Etat. Toutefois, les activités de l'administration centrale dont le financement n'est pas assuré par le budget sont traitées en partie dans les indicateurs PI-7, PI-9, PI-26 et D-2 ". Tous les indicateurs, à l'exception des quatre mentionnés ci-dessus, sont spécifiquement liés au budget et s'appliquent donc aux opérations 'budgétisées' à moins qu'elles ne soient explicitement exclues dans chaque cas (comme les dépenses de projets financés par un bailleur de fonds et le service de la dette pour certains indicateurs). Les opérations hors budget de l'administration centrale ainsi que les opérations d'autres secteurs du gouvernement ou du secteur public sont évaluées seulement dans le cadre des quatre indicateurs susmentionnés.</p>

<p>Que veut-on dire par MDA et administrations déconcentrées et quels sont leurs champs d'application dans les PI-7, PI-11, PI-16, PI-24 et PI-25 ?</p>	<p>Dans le Cadre de Mesure de la Performance PFM, les ministères, les départements, les agences (MDA) et les administrations déconcentrées sont les principales entités budgétaires c.-à-d. les premiers bénéficiaires du budget de l'administration centrale. L'administration centrale peut compter d'autres départements et agences qui reçoivent des fonds budgétaires sous forme de transferts ou de subventions des principales entités budgétaires, mais la présente définition ne concerne pas ces départements et agences.</p>
<p align="center">PI-1 Question/Problème</p>	<p align="center">Clarification</p>
<p>Est-ce que les projets financés sur des concours extérieurs font référence aux dons uniquement ?</p>	<p>La définition de l'indicateur spécifie « abstraction faite des dépenses liées à des projets financés sur des concours extérieurs ». Cela veut dire financement des bailleurs reçu sous forme de dons et prêts. Cette exclusion a été prise en compte parce que le gouvernement ne contrôle pas (ou contrôle seulement de façon partielle) l'exécution, les procédures contractuelles et de paiement pour ces projets.</p>
<p>Les rapports d'exécution budgétaire incluent des informations complètes sur les dépenses des projets, cependant la partie de la dépense financée par le gouvernement et celle financée par les bailleurs ne peuvent pas être différenciées. Par conséquent les dépenses des projets financées par les bailleurs ne peuvent pas être déduites des dépenses totales. Comment traiter ce cas pour PI-1 ?</p>	<p>Les données pour les calculs de PI-1 (et PI-2) peuvent inclure toutes les dépenses des projets si ces dépenses sont financées essentiellement par des ressources internes (nationales). Ou bien elles peuvent exclure toutes les dépenses des projets si ces dernières sont essentiellement couvertes par des ressources externes.</p> <p>Il se peut qu'il y ait des pays où les dépenses des projets financées par des ressources externes soient totalement sous contrôle gouvernemental, c'est-à-dire le bailleur (pour un don ou pour un prêt) procède à une avance de fonds au gouvernement. Dans ce cas, les projets financés de l'extérieur pourraient également être inclus dans les données sur les dépenses pour PI-1. Quelle que soit l'option choisie cette dernière doit explicitement être mentionnée dans le rapport car une évaluation postérieure devra utiliser la même définition des dépenses afin de pouvoir comparer les résultats.</p>

PI-1 & PI-3 Question/Problème	Clarification
<p>Quels sont les exercices budgétaires à prendre en compte dans l'évaluation de ces indicateurs?</p> <p>Exemple: Pendant l'un des trois derniers exercices budgétaires, le pays a eu une crise constitutionnelle/politique qui a empêché le gouvernement de fonctionner pendant un semestre. Est-il possible de ne pas tenir compte de cet exercice budgétaire de la série des trois exercices budgétaires et le remplacer par un exercice budgétaire antérieur à la période de ces trois exercices budgétaires?</p>	<p>L'évaluation tient déjà compte de l'existence d'un exercice budgétaire anormal ou hors -normes parmi les trois plus récents exercices budgétaires de la façon suivante : les indicateurs exigent un calcul de l'écart pour chacun de ces trois exercices. La notation pour A, B et C est alors prévue pour permettre qu'un de ces exercices soit hors -normes pour autant que les deux autres soient conformes. Dans l'exemple, si l'écart dans l'exercice de crise est plus grand que celui des deux autres exercices, alors l'exercice de crise devient hors normes. Les notes qui sont alors données dépendront des deux autres années. Ça n'a pas d'importance pour l'indicateur de connaître la cause de « l'aberration » (que ce soit à cause du marché international des matières premières, de désastres naturels, d'une crise politique, du manque de discipline budgétaire ou d'absence de données permettant de calculer la déviation).</p> <p>Une formulation alternative pour PI-1 Notation A, mais avec la même signification pourrait être la suivante: « les dépenses réelles qui s'écartent du budget avec 5% ou moins dans au moins deux des trois dernières années » (De même pour PI-3).</p>
<p>Y a-t-il des limites à l'écart par rapport aux montants budgétisés pour l'année « hors- normes »?</p>	<p>Il n'y a aucune limite à l'écart entre le montant budgétisé et le montant réalisé pendant une année hors- normes. Par exemple pour PI-1, tant que deux des trois dernières années ont une déviation de moins de 5%, la note de l'indicateur sera un ` A ' même si la déviation de la troisième année est supérieure à 15%.</p>
<p>L'année dernière, le Parlement n'a pas été en mesure d'approuver le budget dans les délais fixés par la Constitution. En conséquence, le budget de l'année précédente a été reconduit pour couvrir la dernière année en question. Au milieu de l'année, le gouvernement a rectifié le « budget reconduit » et la proposition de Loi Rectificative a été approuvée par le Parlement. Ce budget rectifié doit-il être considéré comme « le budget initialement approuvé » (la référence) par rapport aux dépenses réelles et aux revenus?</p>	<p>Il est essentiel que « le budget initialement approuvé » pour le calcul des réalisations budgétaires soit celui dont l'exécution a commencé (et celui sur lequel les entités dépensières devraient faire leurs plans annuels et commencer l'exécution). Le budget approuvé au milieu de l'année n'est pas et ne peut pas être considéré comme le budget initialement approuvé. En fait, dans une telle situation, il n'y a pas de budget initialement approuvé. Ainsi l'écart ne peut pas être calculé. Quand l'écart ne peut pas être calculé, l'année peut être considérée comme une année hors -normes, (cf. ci-dessus).</p>
PI-2 Question/Problème	Clarification
<p>Quel serait le score si la variation ne dépassait pas les écarts de plus de 5% en un an, et de plus de 5% mais moins de 10% dans les deux autres années (par exemple de 0%, 6% et 9% respectivement) ?</p>	<p>La note devrait être un « C » parce que pendant deux années les écarts dépassaient les 5% (donc pas un B) mais l'écart a dépassé les 10% (en fait aucune) pendant une année uniquement (pas plus d'une année)</p>

<p>Comment interpréter « pas plus d'une des trois dernières années » ou « au moins deux des trois dernières années » ?</p>	<p>Se reporter aux explications données ci-dessus pour PI-1 et à PI-3, mais il convient de noter que pour noter A l'indicateur PI-2, des données sont exigées pour chacun des trois derniers exercices budgétaires et la variation devrait être de 5% ou moins pour chacune de ces trois années.</p>
<p>PI-5 Question/Problème</p>	<p>Clarification</p>
<p>L'évaluation devrait-elle être basée sur l'appartenance aux classifications du manuel 2001 des SFP (Statistiques des Finances Publiques), ou une classification conforme au manuel 1986 des SFP est-elle tout aussi acceptable ?</p>	<p>La question en fait est de savoir si le système de classification du budget du gouvernement est cohérent et suffisamment détaillé pour en assurer une gestion efficace. Les classifications fonctionnelles et économiques des manuels SFP 1986 et 2001 représentent des systèmes d'une cohérence identique. Cette identité est valable également pour le niveau de détails (des systèmes), tel présenté dans les deux manuels. Par conséquent, ils devraient être traités comme remplissant les conditions pour la notation de l'indicateur.</p>
<p>Que veut on dire par « norme susceptible de fournir une documentation cohérente avec ces normes » ?</p>	<p>Si la classification n'est pas directement basée sur la norme des SFP (Statistiques des Finances Publiques), mais est convertie en SFP, il y aura souvent une évaluation du FMI garantissant que cette conversion permet de produire des rapports statistiques réguliers compatibles avec les SFP. Une conversion cohérente s'appuie d'ordinaire sur une table de passage entre la classification utilisée et le système SFP. Si on doit reclassifier les dépenses, en subdivisant les entrées comptables pour qu'elles correspondent au système SFP, on prend un risque de procéder de façon incohérente (à moins qu'il ne s'agisse de montants insignifiants).</p>
<p>Que veut-on dire par l'expression : « utilisé pour la formulation, l'exécution et l'établissement de rapports sur le budget de l'administration centrale? »</p>	<p>Le facteur important pour l'évaluation est le suivant : l'existence d'une classification budgétaire et d'un plan comptable qui soient directement en cohérence, de sorte que les comptes du gouvernement, les rapports d'exécution budgétaires et les autres données d'exécution du budget <u>puissent</u> être produits avec une ventilation qui corresponde à la documentation qui accompagne le budget initialement approuvé. PI-24 (i) évalue si les rapports d'exécution budgétaires présentent <u>réellement</u> une telle information compatible.</p>

PI-6 Question/Problème	Clarification
<p>Si une partie de la documentation (détails des actifs financiers et montant de la dette au début de l'année) n'est pas incluse dans la documentation budgétaire présentée au Parlement, mais elle est déjà disponible au niveau du Parlement à travers les états financiers audités, par exemple, est-ce que cette condition peut être considérée comme remplie ?</p>	<p>L'élément important qu'il faut prendre en considération ici est à savoir si cette information est disponible pour les membres du Parlement au moment de la revue du projet de Loi de Finances. Si oui même à travers d'un autre rapport régulier et officiel (qui peut être considéré comme « document d'appui ou de référence au budget»), la condition sera considérée comme remplie.</p>
<p>3e Elément. Bien qu'il soit possible de savoir que le déficit est financé par des sources externes et internes, il n'est pas toujours facile d'avoir plus de détails. Quel est le niveau de détails requis pour cet élément?</p>	<p>Conformément aux bonnes pratiques, il est indispensable que la composition du déficit soit décrite en termes d'emprunts de sources internes, de sources externes (en y incluant le caractère concessionnaire ou non de l'emprunt) et la vente d'actifs (si c'est le cas); au moins en termes nets uniquement. D'autres informations comme la durée, le taux d'intérêt, le nom du créancier et des données brutes, bien que souhaitables sont considérées comme outrepassant ce qui est requis pour cet élément (et pour l'indicateur).</p>

<p>Elements 6 & 7. Quand l'indicateur fait référence "au même format que la proposition de budget" est-ce que ça veut dire le même niveau de détails pour toutes les lignes du budget de l'exercice précédent et de l'exercice en cours ou seulement les montants agrégés du budget ?</p>	<p>Ce qui est requis pour ces deux éléments : Les estimations/résultats pour l'exercice précédent et l'exercice en cours présentées à un niveau détaillé pour toutes les lignes du budget dans la proposition de budget (par exemple que les dépenses par codifications économiques puissent être repérées au cours du temps pour chaque département etc.). Il peut y avoir une exception dans la mesure où certains gouvernements préparent des budgets désagrégés au niveau de sous-composantes économiques et les présentent séparément dans un (volumineux) document budgétaire à cause du niveau élevé de détails (par exemple chaque catégorie d'allocation budgétaire pour le personnel est mise en évidence de façon spécifique pour chaque département, chaque dépense pour les services tels l'eau, l'électricité ou le téléphone est également mise en évidence pour chaque département). Si cette information a ce niveau de détails, c'est acceptable qu'elle ne soit pas disponible pour l'exercice précédent et/ou l'exercice courant. En ce qui concerne l'élément 8 de PI-6, le but du critère est de refléter la capacité du lecteur (membre du Parlement) à comprendre les changements dans l'allocation des dépenses et les sources de recettes durant ces mêmes trois dernières années et à faire le lien avec les politiques publiques du gouvernement. Dans ce contexte, des données comparables sur les propositions d'estimations budgétaires pour l'exercice précédent, l'exercice en cours et l'exercice budgétaire en préparation doivent être présentées de façon agrégée pour toutes les lignes de la classification budgétaire par exemple par rubrique budgétaire pour la classification administrative, par principales codifications de la classification économique et par les fonctions principales et/ou (le cas échéant) programmes utilisés dans la proposition de budget. Il pourrait y avoir chevauchement entre 6/7 et 8 mais pas nécessairement. La différence principale entre les éléments est qu'avec l'élément 8 on demande des agrégats uniquement et ces agrégats peuvent être présentés séparément pour les codifications administratives, les codifications économiques, les codifications fonctionnelles et de programmes. Les éléments 6 et 7 devraient normalement faire montre d'agrégation d'après la classification administrative (et ces agrégats peuvent ne pas être classés ensemble pour une vue d'ensemble) mais pas pour n'importe quel autre type de classification.</p>
<p>Elément 8. Pourriez-vous expliquer ce que ça signifie de façon pratique « recettes publiques selon les principales rubriques des classifications utilisées » ? (PI-5) ?</p>	<p>Classification des recettes: Les recettes sont habituellement présentées dans le budget conformément à un système de classification compatible ou non avec le système de Statistiques de Finances Publiques (SFP). Si le gouvernement adopte la classification économique SFP, les principales rubriques peuvent être prélevées du manuel SFP du FMI (2001) à la page 198</p>

<p>Elément 9. Qu'est-ce qui serait typiquement requis pour que les conditions de cet élément soient satisfaites?</p>	<p>Satisfaire cet élément signifierait que l'impact des recettes publiques soit estimé et présenté pour chaque changement de mesures concernant ces recettes (par exemple changement dans les taux de prélèvement des diverses taxes et impôts, élargissement de la couverture d'un droit de douane, introduction d'un nouveau crédit d'impôt, élimination des frais de scolarité primaire). Du côté des dépenses, cela signifierait également que l'impact estimé des changements majeurs de politiques publiques sur les dépenses soient présentés (par exemple une réforme dans les rémunérations de la fonction publique, l'impact d'une initiative d'allègement ou de remise de la dette, le coût additionnel des nouveaux instituteurs, des livres, suite à une augmentation des inscriptions au niveau de l'éducation primaire parce que les frais scolaires ont été éliminés, un changement dans les subventions aux intrants agricoles)</p>
<p>PI-7 Question/Problème</p>	<p>Clarification</p>
<p>Pour pouvoir traiter cet indicateur il faut établir le montant des dépenses extra- budgétaires en pourcentage des dépenses totales. Qu'est-ce qui doit être considéré comme dépenses extra- budgétaires et qu'est-ce qui ne doit pas l'être ?</p>	<p>Conformément au Cadre PEFA (version française, page 22), les estimations budgétaires annuelles, les rapports d'exécution en cours d'exercice, les états financiers en fin d'exercice et les autres rapports budgétaires destinés au public doivent inclure toutes les dépenses du Gouvernement Central. En vue de pouvoir évaluer l'indicateur, les dépenses doivent être incluses <i>ex ante</i> (estimations budgétaires) et <i>ex post</i> (dépenses réelles) dans les rapports mentionnés ci-dessus afin qu'elles puissent être considérées comme « déclarées ». En fait, «les autres rapports budgétaires» ne devraient pas être pris en considération pour l'évaluation de cet indicateur car les trois documents (rapports) standards mentionnés ci- dessus devraient inclure l'information nécessaire.</p> <p>Une dépense est "déclarée" si elle est incluse dans les rapports fiscaux soit de façon consolidée avec d'autres dépenses du Gouvernement Central ou est relevée dans une section ou un annexe séparé du document, ou est relevée dans un document séparé présenté au Parlement et publié en même temps que les rapports fiscaux. Par conséquent, une dépense n'est pas déclarée quand elle n'est pas saisie dans les rapports fiscaux.</p>

<p>Qu'entend-on par opérations de l'Administration Centrale ? Est-ce que ces opérations incluent les fonds spéciaux, les fonds de la sécurité sociale, les entreprises publiques ou parapubliques, etc. ?</p>	<p>Cet indicateur a comme couverture l'Administration Centrale comme défini par le Manuel des SFP du FMI. Cette définition de l'Administration Centrale exclut les collectivités territoriales (c'est-à-dire les entités décentralisées qui sont couvertes par le PI-8) et les entreprises publiques. Dans la terminologie des SFP, l'Administration Centrale comprend toutes les unités au niveau central qui exécutent les politiques publiques du Gouvernement. Elle n'inclut pas uniquement les MDA (ministères, départements et agences) qui fonctionnent comme partie du Gouvernement mais également les autres institutions à but non lucratif contrôlées et financées en grande partie par le gouvernement. La plupart des fonds spéciaux, des fonds de sécurité sociale et autres agences autonomes sont susceptibles d'être touchés par cette définition <u>sauf</u> les entreprises publiques et parapubliques.</p> <p>Les dépenses totales incluent les dépenses de toutes les entités qui composent l'Administration Centrale comme définie pour les indicateurs PI-1 et PI-2. Dans le cas de plusieurs agences extra -budgétaires, les agences les plus importantes (en particulier celles avec les recettes les plus significatives excluant les transferts de l'Administration Centrale) doivent être identifiées et leurs dépenses établies afin d'évaluer l'ordre de grandeur des dépenses omises. Au moment de l'évaluation de la composante (i), il faut noter que ce n'est pas possible d'assigner simplement la note "D" par manque de données parce que cela voudrait dire que les dépenses extra-budgétaires représentent plus de 10% des dépenses totales.</p>
<p>Les dépenses des fonds fiduciaires (« <i>trust funds</i>») ne doivent pas être incluses dans le budget annuel. Est-ce que ça doit être considéré comme une omission ?</p>	<p>En principe, toutes les dépenses du gouvernement doivent être prises en considération indépendamment du fait qu'elles soient autorisées par le Parlement ou que les administrateurs aient l'autorité statutaire d'approuver les paiements et de les effectuer. Par conséquent les dépenses des fonds fiduciaires qui sont contrôlées par le Gouvernement doivent être comptabilisées. De la même façon, dans certains pays, certaines dépenses comme les salaires des magistrats sont considérés comme des dépenses statutaires du fonds consolidé et ne sont pas prises en compte dans le budget. Ces dépenses font également parties des dépenses de l'Administration Centrale et doivent être prises en compte dans les estimations budgétaires annuelles de même que dans les états financiers.</p>

<p>De quelle façon les opérations et activités décentralisées doivent-elles être prises en considération ?</p>	<p>Il y a une distinction entre opérations/activités déconcentrées et opérations/activités décentralisées. Les opérations/activités déconcentrées incluent (i) des opérations régionales ou au niveau de district gérées par des bureaux locaux d'agences de l'Administration Centrale, et (ii) des opérations (locales ou nationales) réalisées par des entités légalement séparées mais principalement financées par l'Administration Centrale. Toutes ces opérations/activités sont considérées comme des opérations de l'Administration Centrale.</p> <p>Les opérations/activités décentralisées au niveau des collectivités territoriales (états, régions, districts, communes, etc.) gérées par des parlements (ou élus) locaux ou par des conseils de districts ou municipaux font partie du gouvernement de l'état ou du gouvernement local (Manuel de SFP du FMI 2001 paragraphes 2.4-2.58 pages 14 & 17).</p>
<p>Comment doit-on traiter les recettes départementales ?</p>	<p>Dans plusieurs pays, des départements au sein de l'Administration Centrale perçoivent des recettes, comme des frais d'usagers, des contraventions, des loyers etc. et les utilisent comme leurs propres dépenses en plus de leurs allocations budgétaires sans qu'elles ne soient prises en considération dans les comptes de l'Administration Centrale.</p> <p>Cet état de chose peut être légal ou (souvent) illégal. Dans les deux cas, par soucis d'exhaustivité et de transparence, ces recettes et dépenses doivent être incluses dans les rapports budgétaires (estimations, exécution et états financiers). La Composante (i) de cet indicateur doit prendre en considération toutes ces dépenses (de même que les dépenses extra - budgétaires).</p>
<p>PI-9 Question/Problème</p>	<p>Clarification</p>
<p>Composante (i) : Quelle est la différence entre les notes C et D ?</p>	<p>Dans le cas de la note « C », si la plupart des agences publiques autonomes et des entreprises publiques soumettent des rapports financiers au gouvernement central, il n'y a pas de suivi actif des risques budgétaires sur cette base. Dans le cas de la note « D » seulement une infime partie de ces entités soumettent des rapports financiers annuellement, ce qui ne permet pas à l'Administration Centrale de contrôler les risques budgétaires de manière exhaustive.</p>
<p>PI-10 Question/Problème</p>	<p>Clarification</p>
<p>Élément (i) : La référence à "complet" est peu claire, même avec la note de bas de page.</p>	<p>« complet » veut dire que tous les documents du budget qui sont présentés au Parlement peuvent être obtenus par le public. L'exhaustivité de l'information produite est évaluée séparément dans le PI-6 et n'a aucune influence sur la note de cet indicateur.</p>

Élément (iii) : Comment cette exigence doit-elle être interprétée si le gouvernement publie ses états financiers avant qu'ils n'aient été audités et non pas après ?	La question est de savoir si le public a accès aux détails des états financiers, qui, normalement, devraient être certifiés par les auditeurs externes. Dans cet indicateur, nous ne jugeons pas si l'audit externe a lieu, et si tel est le cas, l'élément (iv) prend en compte l'accès du public à ces rapports d'audit. L'accès public à des états financiers non audités devrait donc être considéré comme remplissant la condition de l'élément (iii).
Élément (iv) : Comment cet élément doit-il être évalué si le gouvernement ne produit pas des états financiers consolidés?	Les rapports d'audit externe sur les états financiers d'entités budgétaires individuelles sont également acceptables comme mesure d'accessibilité publique.
Élément (v) : le seuil de US \$ 100.000,00 pour l'attribution des contrats semble être bas. Comment ce seuil a-t-il été établi et quelle expérience a-t-on quant à son application dans les pays à revenus intermédiaires ?	Le seuil de US \$ 100.000,00 pour publication est une référence approximative qui permet une certaine flexibilité. Il a été établi de façon à ce que l'attribution des contrats soit transparente pour des montants considérés comme significatifs par la plupart des entreprises locales et de façon à ce que toutes les transactions les plus importantes du gouvernement en matière de passation des marchés soient rendues publics. Pour l'évaluation de cet élément de l'indicateur, il convient de savoir si le gouvernement a une politique spécifique au sujet de la publication de contrats et si un seuil différent est utilisé. Si c'est le cas, et si ce seuil n'est pas disproportionné par rapport au montant de US \$ 100.000,00 (par exemple jusqu'à un maximum de US \$ 200.000,00), et si cette politique est mise en pratique, dans ce cas, le seuil du gouvernement pourrait être accepté. Plusieurs pays à revenus élevés publient des données sur l'attribution de contrats dont le seuil est même inférieur à US \$ 100.000,00.
Élément (vi). Quel est le sens de : des informations sur les ressources disponibles sont mises à la disposition des unités chargées de la prestation de services de base ?	Ceci veut dire : les parties intéressées sont en mesure de s'informer sur les montants qui doivent être fournis par le niveau du gouvernement responsable (fédéral, provincial ou local) à leurs écoles ou cliniques locales.
PI-11 Question/Problème	Clarification
Est-ce que les processus du budget récurrent/de fonctionnement et du budget d'investissement / de développement sont pris en compte par cet indicateur?	Oui, qu'elles soient intégrées ou qu'elles utilisent des processus séparés, toutes les parties du budget annuel de l'Administration Centrale sont prises en compte. Dans le cas de processus séparé, cela signifie que les critères de notation doivent être remplis pour chacun des processus pris individuellement.

<p>Composante (i) : Peut-on avoir plus d'éclaircissements sur la différence entre les notes C et D ?</p>	<p>La note D correspond à une des deux situations suivantes : (a) aucune tentative n'a été faite pour établir un calendrier budgétaire formel ou (b) une telle tentative a été faite mais elle a peu de valeur eu égard au manque de suivi du calendrier ou au manque de temps des ministères dépensiers qui limiterait sérieusement la qualité de leurs propositions budgétaires. La note C correspond à une situation où un calendrier budgétaire formel existe et où le ministère des finances essaie au moins de s'y conformer, même s'il y a beaucoup de retard ou si beaucoup de MDAs ne respectent pas les délais.</p>
<p>Composante (ii) : Pourquoi les plafonds budgétaires ne sont-ils pas mentionnés dans les critères requis de la note D, comme c'est le cas pour toutes les autres notes ?</p>	<p>La note D se base sur la qualité de la circulaire : « la qualité de la circulaire laisse gravement à désirer ». L'absence de plafonds budgétaires déterminerait un tel jugement.</p>
<p>Composante (iii) : Comment cette composante devrait-elle être notée si le Parlement (par exemple en raison d'une crise gouvernementale) approuvait au début de l'année un budget intérimaire qui couvre moins de la totalité de l'exercice budgétaire ?</p>	<p>Le processus d'approbation sera considéré comme étant différé jusqu'à ce qu'un budget ait été spécifiquement approuvé pour tout le nouvel exercice budgétaire,</p>
<p>Composante (iii) : Si la loi déclare qu'en l'absence d'approbation du budget (n) vers la fin de l'année précédente (n-1) par le Parlement, le budget de l'exercice précédent (n-1) entre en vigueur, ce budget est-il considéré comme approuvé selon l'indicateur ?</p>	<p>Jusqu'à ce qu'un budget ait été spécifiquement approuvé pendant le nouvel exercice budgétaire, le processus d'approbation sera considéré comme étant différé. Une prolongation automatique du budget de l'exercice précédent n'est pas « régulière ».</p>
<p>Composante (iii) : Concernant la note « D » à partir de quelle date un retard devrait-il être calculé ?</p>	<p>La note D s'applique si l'approbation a lieu plus de deux mois après le début de l'exercice budgétaire (dans deux des trois derniers exercices budgétaires).</p>
<p>Que veut-on dire par « plafonds » ?</p>	<p>Par « plafonds » on entend les allocations indicatives de budget communiquées préalablement aux entités budgétaires durant le processus de préparation du budget comme base pour préparer des propositions de budget détaillées. Les allocations budgétaires définitives aux différentes entités budgétaires peuvent ensuite être ajustées sur la base de la qualité et de la justification de leurs propositions détaillées.</p>

PI-12 Question/Problème	Clarification
Composante (i) : Que veut-on dire par « prévisions budgétaires globales glissantes»?	Les « prévisions budgétaires globales glissantes » sont des prévisions pluriannuelles élaborées chaque année. Par conséquent, leurs années de mise en application se chevauchent. Les notes A et B (« les liens entre les estimations budgétaires pluriannuelles et la fixation subséquente des plafonds budgétaires annuels »), mais pas pour la note C, présentent les liens les plus sophistiqués caractérisant ces prévisions annuelles.
Que veut-on dire par « plafonds »?	Par « plafonds » on entend les allocations indicatives de budget communiquées préalablement aux entités budgétaires durant le processus de préparation du budget comme base pour préparer des propositions de budget détaillées. Les allocations budgétaires définitives aux différentes entités budgétaires peuvent ensuite être ajustées sur la base de la qualité et de la justification de leurs propositions détaillées.
PI-14 Question/Problème	Clarification
Composante (ii). Est-ce que la notation doit tenir compte de (a) "penalties prévues pour les cas de non respect des obligations d'immatriculation et de déclaration fiscale" (comme indiqué dans la première colonne); ou (b) "pour les cas de contraventions (sous-entendu : « tous »" (comme indiqué dans la deuxième colonne)?	La réponse est (a) - la composante est focalisée sur l'immatriculation et la déclaration fiscale, et tous les domaines y relatifs doivent être pris en considération. Le non respect des obligations de paiement est couvert par PI-15 comme partie de l'efficacité pour éviter et collecter les arriérés d'impôts.
PI-15 Question/Problème	Clarification
En ce qui concerne le calcul du taux de recouvrement des arriérés d'impôts/taxes au début de l'exercice financier, est-ce que le pourcentage des arriérés d'impôts/taxes au début de l'exercice correspond à la totalité des arriérés faisant l'objet de contentieux ou le montant d'impôts recouverts pendant l'année faisant l'objet de contentieux ?	Le montant des arriérés d'impôts/taxes correspond au montant accumulé des arriérés de l'exercice précédent et pas seulement au montant des arriérés de l'exercice précédent. En plus, les arriérés de taxes et d'impôts « bruts » incluent des arriérés faisant l'objet de contentieux et des arriérés de taxes et d'impôts dus (mais pas encore payés) ne faisant pas l'objet de contentieux.
Composante (i). Au moment d'établir l'importance ou non des arriérés d'impôts et taxes, un critère de 2% de la perception annuelle totale est appliqué. Est-ce que les 2% s'appliquent : (i) au solde historique total à la fin de l'exercice par rapport au pourcentage de perceptions durant l'année, ou (ii) au solde d'arriérés engendrés durant l'exercice comme pourcentage des perceptions durant la même année?	Le seuil pour des arriérés d'impôts/taxes significatifs se base sur les arriérés cumulatifs d'impôts/taxes à la fin de l'année et correspond à moins de 2% des perceptions d'impôts/taxes pour l'année.

<p>Composante (iii): Que veut-on dire par rapprochement des évaluations de l'impôt et des arriérés ? Est-ce une référence au rapprochement par rapport aux enregistrements comptables, laissant supposer une comptabilité patrimoniale ?</p>	<p>Cette composante établit de quelle façon la différence entre l'impôt estimé et l'impôt reçu par le Trésor peut être expliquée. Elle ne requiert pas l'existence d'une comptabilité patrimoniale. L'administration fiscale suit les perceptions globales d'impôt, et les transferts au Trésor dans son plan comptable. Elle devrait également conserver les données relatives de l'impôt calculé, de l'impôt dû et de l'impôt payé pour chaque contribuable mais cela peut être fait dans un autre système de données (peut être plus spécifique aux ressources fiscales). L'administration fiscale doit disposer de telles informations pour établir quel montant de l'impôt calculé (a) n'est pas encore dû, (b) les arriérés (différence entre ce qui est dû et ce qui a été payé) et, à partir de là, quelle somme est (b1) sujette à un processus contentieux en cours, (b2) considérée comme créance douteuse (b3) en principe recouvrable, (c) recouvrée mais pas encore transférée au Trésor.</p>
<p align="center">PI-16 Question/Problème</p>	<p align="center">Clarification</p>
<p>Que signifie « dépenses importantes et variables » dans le Cadre PEFA page 38?</p>	<p>Le mot « variables » se rapporte aux dépenses qui ne sont pas effectuées sur une base mensuelle ou annuelle régulière.</p>
<p align="center">PI-17 Question/Problème</p>	<p align="center">Clarification</p>
<p>Est-ce que « les comptes de projets contrôlés par l'Administration Centrale » comprennent les projets exécutés par les unités d'exécution de projets du gouvernement ?</p>	<p>Oui. Mais c'est uniquement pour la note « A » que tous les comptes doivent être calculés et consolidés tandis qu'avec les notes « B » et « C » quelques comptes peuvent ne pas être inclus dans ce dispositif</p>
<p>Composante (ii): CORRECTION pour la note C</p>	<p><u>Les mots 'et la consolidation'</u> devraient être enlevés parce qu'ils sont en contradiction avec la dernière partie de la phrase. (Si le système ne permet pas la consolidation, les balances ne peuvent pas être consolidées)</p>
<p>Composante (ii): "la majeure partie des soldes de trésorerie" se rapportent-t-elles à une valeur ou à un nombre?</p>	<p>La connaissance des soldes de trésorerie dépend de la couverture du système des comptes du gouvernement. Les montants réels de ces comptes peuvent varier. C'est le nombre de comptes de trésorerie, par conséquent, qui est la base de cette composante. Il pourrait être utile d'évoquer dans le corps du rapport les montants et l'actif des comptes en sommeil de ce type.</p>

<p>Composante (ii). Quelle est la définition exacte de « consolidation » des soldes de trésorerie de cet indicateur ?</p>	<p>Il y a consolidation des soldes de trésorerie quand le gouvernement a des informations sur la totalité de son encaisse et de ses soldes bancaires et est en mesure de transférer les soldes non -utilisés pour couvrir les soldes des comptes à découvert et minimiser les frais d'emprunt. Ceci exige que tous les soldes soient centralisés à la Banque Centrale par exemple (qui peut traiter tous les comptes du gouvernement comme des comptes secondaires d'un compte unique consolidé en appliquant des taux d'intérêt et des limites de découvert au solde du compte consolidé), et que les soldes dans d'autres banques telles les banques commerciales fassent également l'objet de compensation électronique et bénéficient du dispositif de paiement.</p>
<p>Concernant la Composante (iii) pour la contraction de prêts et l'octroi de garanties, l'approbation par « une seule entité compétente » est requise. Dans certains pays, le Trésorier et le Ministre des Finances sont en mesure d'approuver des garanties pour les entreprises publiques tenant compte des spécificités de la législation qui s'applique à cette entité particulière. Est-ce que ce critère s'applique à cette situation ou est-il davantage destiné à des situations dans lesquelles les EP sont en mesure de considérer des dispositifs qui ne requièrent pas l'approbation d'une Agence Financière Centrale (ou que cette dernière soit informée) ?</p>	<p>La composante de l'indicateur s'adresse à des situations dans lesquelles plusieurs entités de l'Administration Centrale (ministères des finances, ministères dépensiers, la Présidence) puissent être autorisées (malgré une législation contraire, procède de la sorte) à émettre des garanties pour la contraction de prêts reçus par l'Administration Centrale ou une GBE ou une AGA (agence publique autonome). Dans ce cas de référence, il convient de prendre en considération les éléments d'une simple entité gouvernementale responsable afin de déterminer si le Trésor ou le Ministère des Finances façonnent cette entité. Les circonstances varieront suivant la situation de chaque pays. Un mécanisme pour une vue d'ensemble qui puisse faire le suivi des garanties émises et assurer que le volume respecte des plafonds préétablis est un des éléments à considérer.</p>
<p>Composante (iii) : "les objectifs budgétaires" qui obtiennent une note A pourraient être interprétés comme plus approximatifs que les "plafonds fixés pour le total de la dette et des garanties" qui ont une note B.</p>	<p>Les objectifs budgétaires spécifiques auxquels il est fait allusion pour une note A représentent des limites pour les dettes et les garanties totales et font partie d'un ensemble de paramètres budgétaires qui sont fixés conjointement et probablement mis à jour conjointement si le changement des conditions macro-économiques pendant l'année l'exigent. Pour l'obtention d'une note B, les plafonds auxquels on fait référence peuvent être fixés de manière schématique pour l'année, avec des liens plus faibles au cadre macro-économique.</p>
<p>Composante (iii) : Pourquoi fait-on allusion aux « critères » pour les notes A et C, mais pas pour B ?</p>	<p>Tandis que la note A exige que « des critères transparents et des objectifs budgétaires soient appliqués », la note C représente une situation où <u>aucune</u> directive, critère et plafonds ne sont appliqués. La note B se rapporte uniquement à un critère, à savoir les limites établies pour des dettes et garanties totales, et n'exigent l'application d'aucun autre critère (y compris directives ou plafonds).</p>

PI-18 Question/Problème	Clarification
Composante (i) : Dans la note D, que signifie «les trois listes »?	« Les trois listes » se rapportent à la liste nominative, aux fichiers individuels du personnel et aux états de paie.
Composante (iii) : Clarification sur la référence de la note B concernant « le pouvoir et les règles de modification».	Le fait d'énoncer ou de mentionner « le pouvoir et les règles de modification » n'est pas suffisant en soi. Il faut qu'ils soient appliqués dans la pratique de sorte que l'autorisation et le fondement des modifications effectifs soient clairs.
PI-19 Question/Problème	Clarification
Composante (i) : Afin de noter B ou C, les données disponibles doivent-elles être suffisantes pour évaluer la méthode utilisée? [C'est ce que laisse sous-entendre la formulation du score D sans que ce soit clair]	Oui, il doit y avoir assez de données disponibles pour déterminer si les seuils de 50% ou de 75% ont été atteints. S'il n'y a pas assez de données ou si elles sont incomplètes, alors la note est un ' D '.
Composante (ii) : La note C ne fait pas allusion « aux exigences réglementaires ». Doit-on alors assumer que de telles exigences existent ?	Pour attribuer un « C » on assume que la réglementation existe et on fait la distinction entre les méthodes concurrentielles et moins concurrentielles de passation des marchés publics, mais aussi que les justifications pour l'usage de méthodes moins concurrentielles ne sont pas (ou sont insuffisamment) conformes à ces règles.

PI-20 Question/Problème	Clarification
<p>PI-20 se concentre sur les dépenses non salariales récurrentes (de fonctionnement) par exemple sur les biens et services et leurs pratiques de passation de marché y relatives. Cet indicateur omet de mentionner les dépenses d'investissements. Est-ce que les dépenses d'investissements doivent être incluses?</p>	<p>L'indicateur doit inclure les dépenses d'investissement qui constituent elles -aussi des dépenses non salariales. Si les dépenses d'investissement sont contrôlées par des procédures des bailleurs, dans ce cas les systèmes de contrôle internes utilisés au moyen de ces procédures ne doivent pas être évalués car les indicateurs de performance se concentrent sur la performance des systèmes du gouvernement et non pas sur celle des systèmes des bailleurs.</p>
<p>Est-ce que le contrôle interne des dépenses financées par des subventions aux circonscriptions et districts est inclus dans le champ d'observation de l'indicateur PI-20 ?</p>	<p>Si les circonscriptions et districts en question sont des unités déconcentrées de l'Administration Centrale, elles doivent être considérées de la même façon que le reste de l'Administration Centrale. S'il s'agit d'entités légales séparées avec leurs systèmes comptables et disposent de Conseils élus ou de toute autre entité semblable, dans ce cas elles ne font pas partie de l'Administration Centrale et leur subventions et systèmes de Gestion de Finances Publiques (GFP) y relatifs ne doivent pas être inclus dans une évaluation de l'Administration Centrale. Si dans ce dernier cas, le montant des subventions en questions est relativement significatif d'un point de vue national, on peut décider d'élargir le champ d'action de l'évaluation pour inclure les systèmes GFP des circonscriptions et districts.</p>
<p>Composante (i). S'il y a des problèmes avec l'exactitude et/ou l'opportunité de l'enregistrement des engagements, est-ce que les deux indicateurs PI-20(i) et PI-24 (iii) doivent être considérés comme passible de pénalités ?</p>	<p>PI-20(i) traite uniquement de l'efficacité des contrôles des engagements tandis que PI-24 (i) traite des disponibilités de données pour les engagements et les paiements et PI-24(iii) traite de l'exactitude des données. Les contrôles des engagements de dépenses peuvent être très efficaces mais le rapportage des données peut être faible ou non existant ou vice versa. Les deux indicateurs mesurent des choses différentes.</p>
<p>Composante (iii) : Quelle est la différence entre B et C ?</p>	<p>Le degré d'utilisation injustifiée des procédures simplifiées/d'urgence constitue la différence. S'il y a utilisation injustifiée de temps en temps sans pour autant que cela ne devienne un problème majeur, alors la note est B. Si par contre l'usage injustifié cause des difficultés, alors la note est C. [si l'usage injustifié est généralisé, la note est D].</p>
PI-21 Question/Problème	Clarification
<p>Composante (i) : "les aspects systémiques" comme définis ici, peuvent-ils être évalués à partir des contrôles de transactions par échantillonnage?</p>	<p>Les contrôles de transactions par échantillonnage peuvent être un outil utile pour l'étude et l'évaluation des systèmes de contrôle interne, s'ils sont planifiés avec cet objectif (choix des secteurs contrôlés fondé sur le risque, méthode d'échantillonnage). Toutefois, ces contrôles pourraient ne pas être suffisants pour évaluer les aspects systémiques (par exemple les systèmes de vérification et les procédures doivent être évalués qualitativement et eu égard à leur caractère systémique).</p>

<p>Composante (ii). Dans certains pays, ce n'est pas usuel pour les ministères des finances d'être mandaté pour l'exercice du contrôle interne (autres que pour ses opérations propres). L'Institution Supérieure de Contrôle des Finances Publiques dans ce pays particulier est le régulateur des contrôles internes et des vérifications internes. Dans ce genre d'arrangement institutionnel et en union avec la composante (ii), est-ce que la phrase "Le Ministère des Finances et l'Institution Supérieure de Contrôle" peut être interprétée comme "Le Ministère des Finances ou l'Institution Supérieure de Contrôle"?</p>	<p>Il est attendu du Ministère des Finances qu'il soit une partie intéressée dans le suivi du fonctionnement des systèmes de gestion financière étant donné qu'il est responsable de tous les aspects financiers du gouvernement, qui dans un contexte international comprendraient ces aspects ayant un rôle pour la vérification interne sur laquelle on devrait rendre compte, en particulier : fiabilité et intégrité des informations financières et opérationnelles ; efficacité des opérations ; préservation des actifs ; compatibilité avec les lois, règlements et contrats. Le rôle de l'Institution Supérieure de Contrôle ne devrait pas être normalement un rôle de régulation des contrôles internes et de la vérification interne.</p> <p>La composante examine la fréquence et la distribution des rapports d'audit interne en fonction de la compatibilité de ces derniers aux "bonnes pratiques" reconnues internationalement. Par conséquent la distribution des rapports au Ministère des Finances est essentielle et requise pour la note 'C' ou pour une note plus élevée.</p>
<p align="center">PI-23 Question/Problème</p>	<p align="center">Clarification</p>
<p>PI-23 : Disponibilité des informations sur les ressources reçues par les unités de prestation de services primaires Cet indicateur évalue dans quelle mesure les fonds sont reçus (en pourcentage de la totalité de fonds destinés au secteur) par les unités de prestation de services les plus communes et situées en première ligne. Cet indicateur est-il destiné à appréhender d'éventuelles failles des systèmes de Gestion des Finances Publiques entre plusieurs niveaux du Gouvernement ce qui se traduirait par le fait que les unités de prestation de service ne reçoivent pas de fonds? Est-ce que ça signifie que l'indicateur s'applique à tous les niveaux du Gouvernement dans un pays particulier et pas uniquement à l'Administration Centrale?</p>	<p>L'indicateur a comme champ d'application plusieurs niveaux de gouvernement dans des cas où l'Administration Centrale affecte des dons aux niveaux subalternes du gouvernement avec le but d'appuyer un type spécifique de fourniture de services. Dans ce cas, l'Administration Centrale doit être en mesure de faire le suivi des fonds et de savoir exactement (à travers des systèmes comptables ou des enquêtes périodiques) quel pourcentage des subventions destinées aux unités de services primaires arrivent effectivement à ces unités.</p> <p>Dans le cas où l'Administration Centrale fournit des dons sans condition aucune, il n'y a pas de suivi. Dans ce dernier cas, des statistiques budgétaires générales et les dépenses réelles à un niveau subalterne du gouvernement peuvent être souhaitables (voir. PI-8 composante (iii)) mais dans ce cas, les données seraient spécifiées conformément à la classification fonctionnelle et non par type d'unités de service.</p>
<p align="center">PI-24 Question/Problème</p>	<p align="center">Clarification</p>
<p>L'indicateur évalue-t-il si l'information va au cabinet ?</p>	<p>Non. La distribution des rapports n'est pas évaluée par cet indicateur. [Si les rapports sont produits et utilisés par le ministère des finances, le chef du gouvernement peut toujours, s'il le souhaite, demander des copies].</p>

<p>Est-ce que l'indicateur prend en considération l'information interne disponible pour chaque MDA au niveau du ministère des finances ou l'information agrégée préparée et mise à la disposition du public par le même ministère ?</p>	<p>La publication de l'information est couverte par PI-10 et pas par PI-24. PI-24 se concentre sur la préparation de rapports d'exécution budgétaire exhaustifs pour l'utilisation interne du gouvernement et/ou pour donner une vue d'ensemble de l'exécution et être en mesure de prendre des décisions de gestion en connaissance de cause.</p> <p>La disponibilité de l'information sous forme de rapports séparés en provenance des entités budgétaires pourrait représenter la condition pour satisfaire l'indicateur dans la mesure où l'information est complète et consolidée de façon à fournir une vue d'ensemble.</p>
<p>Si la notation pour PI-4 reflète quelque préoccupation au sujet de la qualité des données sur le paiement des arriérés, est-ce que PI-24 doit être passible de pénalités pour les mêmes raisons ?</p>	<p>PI-24 traite de l'information sur les engagements et les paiements. L'information sur les arriérés n'est pas requise pour cet indicateur. Pour les arriérés de paiement l'enregistrement de factures impayées pour lesquelles le paiement est dû est requis, et cet élément n'est pas couvert par l'information sur l'engagement ni par l'information sur les paiements de PI-24. Par conséquent, il n'y aurait pas de double pénalité.</p>
<p>PI-25 Question/Problème</p>	<p>Clarification</p>
<p>Composante (i) : Que veut on dire par informations "complètes" pour A et B ? En particulier informations "complètes sur les recettes" ? (frais externes, d'utilisateur ?)</p>	<p>Les informations complètes signifient que toutes les opérations (recettes et dépenses) incluses au budget de l'Administration Centrale sont mentionnées de façon exhaustive.</p> <p>Les opérations hors budget, qui ne sont ni prises en compte par le budget, ni contrôlées par le système du Trésor, ne doivent pas, de ce fait, être incluses dans l'information « complète » (par exemple les fonds renouvelables ou le recouvrement d'un impôt ad hoc qui est transféré directement de l'administration fiscale à un utilisateur autonome).</p> <p>Les charges d'utilisateur et le financement externe des projets, qui sont inclus comme recettes et dépenses au budget, devraient figurer dans l'information « complète » des états financiers, même si dans la pratique ils ne sont pas traités par le système de gestion budgétaire du Trésor.</p>

<p>Composante (i): Les agences publiques autonomes (AGA) doivent-elles être incluses dans le rapport consolidé du gouvernement ?</p>	<p>Les agences publiques autonomes (AGA) parce qu'elles jouissent d'une certaine autonomie gèrent leurs propres plans comptables en dehors du système budgétaire de l'Administration Centrale. Par conséquent, elles préparent leurs propres comptes et ceux-ci ne doivent pas être inclus dans les rapports consolidés du gouvernement (bien que certains gouvernements préparent des rapports consolidés aussi bien pour le secteur gouvernemental général que pour le secteur public dans son ensemble). L'indicateur PI-9 établit dans quelle mesure l'Administration Centrale reçoit de tels rapports tandis que le PI-26 prend en compte l'audit externe de ces rapports.</p>
<p>Composante (iii) : Quelle est la différence entre les critères pour les notes A et B ?</p>	<p>Il n'y a aucune différence. La note A-B serait déterminée par les deux autres composantes (cf. également la clarification de PI-27 Composante (iii)).</p>
<p>La première phrase du texte du Cadre PEFA (page 56) est interprétée différemment dans la version française que dans les autres langues quant à savoir quels comptes doivent accompagner la «loi de règlement » comme document de soutien.</p>	<p>La loi de règlement peut être appuyée soit par le CGAF (Compte Général de l'Administration des Finances), soit par «un état d'exécution du budget incluant la balance définitive des comptes ». Cela se reflète dans la version française du cadre. Les « comptes de gestion » auxquels il est fait référence dans d'autres langues ne sont pas susceptibles d'appuyer la « loi de règlement » à cause de leur manque d'agrégats, leur niveau de détail et par conséquent leur réalisation tardive.</p>
<p style="text-align: center;">PI-26 Question/Problème</p>	<p style="text-align: center;">Clarification</p>
<p>Pourquoi aucune référence n'est faite à l'indépendance du vérificateur (auditeur) externe dans les scores de cet indicateur ?</p>	<p>L'indépendance de l'auditeur externe est une norme de vérification/audit (code de référence INTOSAI de l'Éthique, Normes d'audit, section 2.2). Par conséquent, l'indépendance est assurée là où la notation pour la composante (i) fait référence à « l'adhésion aux normes de vérification ».</p>
<p style="text-align: center;">PI-27 Question/Problème</p>	<p style="text-align: center;">Clarification</p>
<p>Composante (i) : Si l'examen par le Parlement couvre les politiques fiscales et les agrégats pour l'exercice suivant aussi bien que des estimations détaillées de dépenses et de recettes, mais seulement à une étape où les propositions détaillées ont été finalisées, les notes sont-elles B ou C ?</p>	<p>Ce n'est pas très utile de passer en revue les politiques fiscales et les agrégats à un moment où les propositions budgétaires détaillées ont été bouclées et laissent peu de place à une révision appropriée. Le score B pourrait être justifié s'il y a assez de temps entre la soumission des propositions budgétaires au Parlement et la date limite pour l'approbation finale du budget pour que l'exécutif, sur la base des agrégats ajustés, soit capable de réviser les propositions détaillées et de re-soumettre, à temps, les propositions de budget détaillées au Parlement. Si tel n'est pas le cas, la note serait un C.</p>

<p>Composante (iii) : Les critères pour les notes B et C sont identiques. Comment doit-on interpréter cela?</p>	<p>Quand la même calibration s'applique à deux notes d'une même composante, cela signifie que les scores globaux de l'indicateur sont déterminés par le score des autres composantes de l'indicateur. Si l'indicateur PI-27, composante (iii) remplit les conditions pour les scores B/C, alors un « B » s'applique si les autres composantes ont un score B ou plus, et un « C » s'applique si les autres indicateurs ont un score C ou plus. Si une autre composante a un score D, cela ne fera aucune différence car le score de l'indicateur sera un D+ de toutes les façons.</p>
<p>Composante (iii). L'examen par le Parlement du projet de Loi de Finances évalue si la durée de la revue parlementaire des propositions de budget est adéquate. Cette approche reflète plutôt un processus budgétaire dans lequel le budget annuel est négocié au sein du Parlement, contrairement au système de Westminster où le budget est présenté au Parlement comme « fait accompli ». Quel type de processus budgétaire cet indicateur doit-il prendre en considération ?</p>	<p>L'indicateur essaie d'appréhender les éléments de bonnes pratiques dans divers systèmes de plusieurs pays (ou les deux systèmes mentionnés représentent des cas extrêmes). Tandis que l'indicateur n'a pas l'objectif de faire la promotion des pouvoirs étendus de formulation du budget, comme c'est le cas par exemple au Congrès des USA avec une longue période de débat (jusqu'à six mois), il se base plutôt sur la bonne pratique c'est-à-dire sur un système dans lequel le Parlement a un rôle clair et suffisamment de temps (au moins deux mois) pour débattre de la proposition de budget et offrir son point de vue et contre-proposition à l'exécutif. Que l'exécutif doive changer le budget en conséquence ou non n'est pas un élément qui relève du champ d'application de l'indicateur.</p>
<p>PI-28 Question/Problème</p>	<p>Clarification</p>
<p>Composante (i) : Est-ce qu'une revue/rapport par une commission parlementaire de contrôle constitue un examen minutieux par le Parlement, ou est-ce que cela exige un débat par les législateurs?</p>	<p>Un audit par une commission parlementaire de contrôle ou par n'importe quelle autre commission mandatée devrait être soumis à débat de la chambre de l'assemblée afin de constituer un examen minutieux.</p>
<p>Composante (i) : Que signifie «généralement» dans le tableau de notation?</p>	<p>«Généralement» signifie que l'examen minutieux de tous les rapports de contrôle a été accompli par la législature pendant les trois dernières années, excepté seulement quelques rapports de contrôle ou des rapports de contrôle de peu d'importance.</p> <p>'Usually' means that scrutiny has been completed of all audit reports, received by the legislature during the last three years, with the exception of only a few audit reports or of audit reports of little significance.</p>
<p>D-1 Question/Problème</p>	<p>Clarification</p>
<p>Composante (ii) : Comment le calcul devrait-il être fait exactement?</p>	<p>Pour aider à traiter les données relatives à la notation de l'indicateur, un modèle de calcul (tableur) a été placé sur le site Web PEFA (www.pefa.org)</p>

<p>Composante (ii) : Les conditions pour A et B sont identiques. Comment cela doit-il être interprété?</p>	<p>Quand la même justification s'applique à deux notes d'une composante, cela signifie que les notes globales de l'indicateur sont déterminées par le(s) note(s) des autres composantes de l'indicateur. Si l'indicateur D-1, composante (ii) remplit les conditions pour les scores A/B, alors l'indicateur sera un A si la note de la composante (i) est A, et un B si la note de la composante (ii) est un B.</p>
<p>Comment l'indicateur devrait-il être évalué si les bailleurs de fonds ne fournissent pas une prévision pour le total et/ou pour les déboursements trimestriels de l'appui budgétaire?</p>	<p>Si les bailleurs de fonds n'ont pas pris d'engagements de fournir un appui budgétaire et n'ont pas fourni de prévision de déboursement, le gouvernement n'a aucune base pour inclure ces déboursements dans le budget. Par conséquent l'indicateur ne devrait pas du tout être noté. Quand les bailleurs de fonds prennent des engagements avec à l'appui un calendrier de déboursement de fonds, mais n'ont soumis aucune prévision spécifique d'appui budgétaire au gouvernement, alors la somme des engagements individuels pendant l'exercice budgétaire pourrait être considérée comme la prévision pour l'année sur laquelle le gouvernement peut baser ses prévisions budgétaires. Cela formerait la base pour évaluer la composante (i).</p> <p>Si les bailleurs de fonds ont pris des engagements pour déboursier l'appui budgétaire pour l'exercice budgétaire, mais ne produisent pas de prévisions de déboursements trimestrielles (individuellement ou conjointement), alors la composante (ii) sera un D. Cependant, dans les cas où il y a un accord pour que le gouvernement puisse, sur la base d'un appui budgétaire, engager des dépenses en gage par des remboursements de dépenses sans autres conditions avant le déboursement, alors le gouvernement a le contrôle sur les montants qu'il recevra. Par conséquent, des évaluations trimestrielles de déboursement ne sont peut-être pas exigées et la composante (ii) sera un A.</p>
<p>Composante (ii) : Le retard en cours d'année de l'appui budgétaire peut excéder 100%. Comment doit-on interpréter cet état de fait?</p>	<p>Le calcul est fondé sur le pourcentage de l'appui budgétaire déboursé en retard et le nombre de trimestres de retard. Cela signifie que si tout l'appui budgétaire est en retard d'un trimestre, le retard total sera de 100%. Proportionnellement, si tous les déboursements d'appui budgétaire sont différés et le retard dans tous les cas est de 3 trimestres (du 1^{er} au 4^e trimestre), alors le retard total pourrait atteindre 300% (ce qui est le maximum).</p>
<p>D-2 Question/Problème</p>	<p>Clarification</p>
<p>A quel total les pourcentages dans la justification de</p>	<p>Les pourcentages se rapportent aux projets et</p>

la composante (ii) se rapportent-ils ?	programmes à financement externe et pour lesquels les prévisions budgétaires sont présentées dans le budget annuel approuvé par le Parlement. Il ne s'agit pas de savoir si les déboursements réels atteignent un certain pourcentage des prévisions budgétaires. Les rapports réels peuvent aller au-delà de 100% dans les cas où les bailleurs de fonds rendent compte des projets/programmes qui étaient soit connus mais pas incorporés dans les prévisions budgétaires soit convenus et initiés seulement pendant l'année budgétaire.
--	--

wb307735
L:\Translation French\Clarifications French GC November 2007.doc
11/14/2007 11:25:00 AM